

Bouffée d'Air



mai juin 2012
n°124

Il y a 20 ans, EDA préparait Rio 1992



En 20 ans, quelles ont été nos trajectoires?

AXE :Vers une réponse aux besoins de tous et un mieux vivre ensemble

- l'accès à l'eau

AXE: Vers une reconquête des milieux naturels et une gestion durable des ressources naturelles régionales

- davantage de foncier de qualité dédié au développement des CIRCUITS COURTS alimentaires.

AXE: Vers un changement des comportements et des modes de vie

- la problématique de l'appropriation de la notion de risques par les habitants d'un territoire.

ACTU EDA



La becquée des foulques...
Photo N. Pailleux



Enthousiasme, rencontres : nous devenions citoyens du Monde et prenions conscience à la fois de la vulnérabilité de la Planète et de la nécessité du rôle de chacun pour stopper et inverser les gâchis de ressources non renouvelables, les rejets de gaz à effets de serre... Nous devenions les garants de la sobriété, du partage, de la réduction de la pauvreté et allions faire pression sur les décisions politiques pour y parvenir.

A l'échelon régional un énorme changement s'est opéré : les acteurs de terrain se sont emparés des leviers à actionner pour enrayer l'affaiblissement d'un territoire affecté par des problèmes d'emploi, de santé, de pauvreté liés au déclin industriel minier et textile. Une volonté de modernisation et d'amélioration portée par les collectivités territoriales, le secteur tertiaire, les acteurs économiques s'est peu à peu concrétisée. Les habitants ne sont pas encore assez convaincus du rôle qu'ils ont à jouer dans une reconversion pour laquelle il y a certes encore beaucoup à faire mais elle est amorcée. Les villes se transforment, le rapport à l'environnement se veut plus respectueux. Innovations, développement de pôles tertiaires, réhabilitation du patrimoine bâti, mise en valeur du potentiel touristique, projets culturels ambitieux deviennent réalité. L'ouverture prochaine du Louvre Lens et, point d'orgue, l'inscription du bassin minier au patrimoine de l'Unesco en sont la preuve !

Rio 2012

Au niveau mondial, les bilans sont implacables : pauvreté et inégalités, se sont aggravées, les ressources sont allègrement consommées au détriment des générations futures, pire, les appétits pour aller dénicher les dernières gouttes de pétrole sous les pôles, au plus profond des mers sont aiguisés grâce aux performances technologiques... l'eau, les sols se raréfient car de moins bonne qualité... graves menaces climatiques, pertes irréversibles de biodiversités... la liste est longue.

Ce sont les politiques marchandes qui continuent d'imposer leur dictat en « verdissant » simplement leurs appétits. Les élites des pays émergents accèdent à davantage de confort au détriment des laissés-pour-compte. Les Etats-Unis ont à nouveau boycotté la rencontre, l'Europe ne s'est pas engagée non plus si bien que la perspective d'une déclaration finale décevante s'est révélée exacte.

Cela ne nous démotive pas bien au contraire : nous avons toujours cru en la force dynamique de citoyens « de terrain », engagés, pragmatiques, soucieux de vivre au mieux tout simplement ! Nos représentants régionaux sont sur la même voie... les 20 ans à venir sont ambitieux mais à notre portée puisque bon nombre de projets sont déjà sur les rails !

Anita Villers.

Co-financé par la DREAL
Nord Pas de Calais

imprimé sur papier recyclé

Environnement et Développement Alternatif
23 rue Gosselet 59000 Lille Tél: 03 20 52 02 12 Fax: 03 20 86 26 06
Membre de la MRES Site internet: www.eda-lille.org

L'accès à l'eau

Dans le cadre de la préparation de RIO +20, la Région Nord Pas de Calais a proposé aux associations locales d'exprimer leurs constats, bilans, attentes sur 9 thèmes appelés « trajectoires du développement durable » : une opportunité pour nous de revenir sur nos engagements transversaux depuis RIO 1992, l'occasion de faire notre propre bilan et de réorienter nos actions à venir. Extraits de nos réponses sur 4 des 9 axes proposés et selon trois phases (L'ensemble de nos écrits sont sur notre site internet www.eda-lille.org)

Axe 1- Vers une réponse aux besoins de tous et un mieux vivre ensemble

Nous avons choisi d'évoquer : ***l'accès à l'eau***

§ 1 - Analyse rétrospective de nos démarches en faveur d'un accès à une eau de qualité en quantité suffisante pour chacun.

• Informer

Cela s'est traduit par la réalisation en 1998 puis 2008 d'une exposition *L'eau, enjeu du 21ème siècle*, de nombreuses animations dans les milieux scolaires et associatifs et la parution régulière d'articles dans notre journal bimestriel Bouffée d'air.

• Réinvestir ce que nous avons appris

Suite au colloque de l'Agence de l'Eau Artois Picardie, « *les toxiques se jettent à l'eau* » nous avons organisé en 2004 une rencontre à la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités sur *l'Impact des Phytosanitaires au jardin* qui a rencontré un franc succès auprès d'un large public intéressé par le propos.

• Militer, s'engager, proposer

Lors de la Campagne d'année 2002 nous avons reçu le label de la ville de Lille pour les actions menées à propos des « gestes quotidiens, gestes citoyens »

Notre candidature auprès du préfet pour être membre du SAGE Deûle/ Marque a été retenue

• Agir

de manière complémentaire avec l'Agence de l'Eau en 2005 dans le cadre de l'application de l'article 14 de la Directive Cadre Européenne sur l'EAU

en réseau pour davantage d'efficacité à propos de l'importance des zones humides : des rencontres fluviales transfrontalières ont été notamment menées le long de la Lys pour optimiser son élargissement et permettre la continuité du Canal

Seine Europe tout en préservant la richesse patrimoniale des milieux faune et flore.

§ 2 – Des enseignements généraux

Participer aux commissions consultatives Lille Métropole à propos des bilans annuels *Eau Potable et Assainissement* est riche d'enseignement. Notre attention s'est portée sur l'importance des fuites sur les réseaux, l'énorme chantier du remplacement des canalisations au plomb et surtout les aides nécessaires à prévoir pour accélérer la mise aux normes assainissement de l'habitat ancien.

Notre vigilance s'est focalisée sur « *la marchandisation de l'eau* » au détriment du « *droit à l'eau pour tous* » trop souvent de mise au niveau local mais aussi mondial.

C'est ainsi qu'est né en 2009 le Collectif Eau Equitable : un réseau d'acteurs très divers : une complémentarité manifeste, positive qui n'a pas de statut « officiel » mais qui fonctionne grâce à la confiance entre ses membres, à la volonté de garder souplesse et originalité dans le respect de chacun. Agissant avec les habitants et s'appuyant sur leur parole, leurs souhaits et propositions, le collectif est soutenu financièrement par les instances locales depuis 2011.





Quelles ont été nos trajectoires depuis 20 ans ??

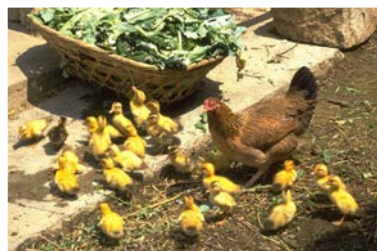
Accès à l'eau (suite)

Circuits courts alimentaires

§ 3 – Ambitions pour une généralisation au-delà de 2012

• Favoriser le déploiement de la démarche du collectif Eau Equitable en aidant les premiers participants à rencontrer les habitants d'autres quartiers pour qu'ils s'expriment à leur tour : il ne s'agit plus de se mobiliser **pour**, **mais avec** ceux qui sont bénéficiaires d'aides éventuelles sans qu'ils puissent donner un avis ou proposer des solutions qui leur conviennent.

Une journée mémorable a été organisée le 15 mars 2011 lors d'un forum au cours duquel de nombreux participants de tous horizons ont tenté de répondre à la question *L'eau, un luxe ?* S'en sont suivis ateliers, rencontres, bilans, propositions qui enrichiront le débat que Lille Métropole compte organiser fin 2012 à propos de la préservation de la ressource et surtout quel mode de gestion après la fin de la délégation à la Lyonnaise des Eaux : nouvelle délégation ? Régie ?



• les Bas près de Comines Belgique : pourquoi vouloir maintenir à tout prix cette zone ?

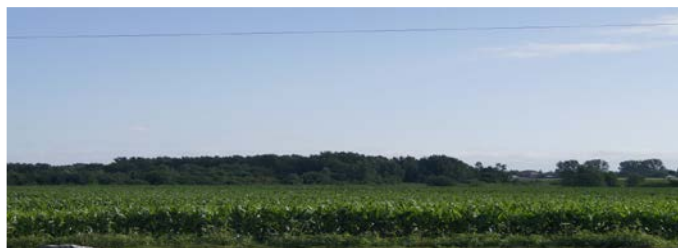
1 – En cas de pluies excessives, elle constitue un bassin d'orage « gratuit » d'une capacité inégalable car pouvant accueillir jusqu'à 200 000 m³ d'eau.

2 – C'est une station d'épuration naturelle, pas seulement pour les eaux pluviales mais surtout pour épurer les nappes phréatiques qui affleurent et qui sont polluées par les nitrates agricoles et les rejets urbains.

3 – C'est une zone pédagogique précieuse : corridor biologique, terre d'accueil d'oiseaux migrateurs et bien sûr lieux particulièrement riches en biodiversité floristique et faunistique.

Où en est-on aujourd'hui ?

Nous allons participer à la prochaine enquête publique concernant le futur tracé de la Lys qui « serait » modifié suite aux propositions des associations ? A suivre ! .



Axe 3 - Vers une reconquête des milieux naturels et une gestion durable des ressources naturelles régionales

Nous avons choisi d'évoquer le thème suivant : **d'avantage de foncier de qualité dédié au développement des CIRCUITS COURTS alimentaires.**

§ 1 - Analyse rétrospective de nos démarches en faveur de la reconquête de sols « nourriciers » de qualité et donc d'une riche biodiversité...

Metaleurop : 350 tonnes par an de poussières de plomb retombaient jusqu'en 1970 sur un territoire de 45 km² où vivent 60 000 habitants: on peut parler de pollution historique. Grâce à des fonds européens, l'entreprise a diminué ses rejets : ils étaient de l'ordre de 18 tonnes en 2001. C'est pour soutenir l'action en justice d'un agriculteur local que l'association EDA a été créée en 1990. Son objectif : ne jamais dissocier santé et

environnement.

EDA n'a alors eu de cesse de s'informer pour tenter de remédier à la pollution des sols : en 1998 des parcelles sont mises à la disposition de chercheurs pour expérimenter « in situ » les phytotechnologies à savoir la faculté de certaines plantes à extraire des sols les particules métalliques notamment le zinc : un projet qui a créé de vives critiques de la part d'agriculteurs, d'habitants mais surtout de l'entreprise pour avoir dénoncé une pollution qui risquait d'altérer l'image du territoire.

Circuits courts alimentaires



En 2002 après un mémorable procès, l'agriculteur est indemnisé correctement et l'entreprise décide de participer aux projets de recherches pour amplifier la dépollution des sols. Hélas deux mois plus tard les actionnaires du groupe décident la fermeture de l'entreprise Metaleurop Nord, pour cause de vétusté laissant à la Région Nord Pas de Calais un territoire particulièrement dégradé. C'est une catastrophe pour les habitants, les ouvriers et les recherches encore trop balbutiantes sont abandonnées.

Cinq arrêtés préfectoraux de travaux d'office successifs ont été dressés par le préfet du Pas de Calais depuis juin 2003 confiant à l'Ademe plusieurs missions notamment la gestion des terres agricoles (céréales/prairies) et la prévention du risque sanitaire lié aux productions locales

§ 2 – Des enseignements généraux

Forte des acquis de l'expérience Metaleurop, EDA a été à l'initiative dès 2003 de recherches de dépollution de sols contaminés par des dioxines à Halluin à proximité d'un ancien incinérateur d'ordures ménagères : **un long parcours** ! Annabelle Carlier, chargée de mission a été engagée en avril 2010.

Ce projet de reconquête de sols nourriciers s'avère précieux à l'heure d'une montée en puissance des besoins de foncier pour favoriser **les circuits courts de production et de distribution de légumes de saison**.

§ 3 – Ambition pour une généralisation

L'originalité de la démarche a consisté à impliquer des citoyens inquiets, des médecins dubitatifs, des agriculteurs sceptiques dès l'amont du projet. C'est aussi l'implication de chercheurs convaincus de la capacité de la flore locale pour favoriser la réhabilitation des sols. La dynamique collective, l'engagement financier des instances locales et une montée en compétence de l'ensemble des acteurs sont des atouts précieux pour la réussite de ce projet innovant..

Notre souhait à l'horizon 2015 : faire de la vallée de la Lys:

- **un pôle maraîcher de qualité**, générateur de

produits locaux appréciés et générateurs d'emplois

- **une trame verte** riche d'une biodiversité retrouvée

- **un lieu où il est possible de réduire les inégalités sociales et écologiques** en favorisant partout où cela est possible des jardins, lieux privilégiés de rencontres, de liens.

L'actualité nous porte :

- **le soutien attendu de la Région Nord Pas de Calais** dans le cadre de l'appel à projet *Chercheur Citoyens* : *une reconnaissance du chemin laborieux parcouru sur la requalification des sols pollués*

- parmi les **priorités énoncées lors du grand débat Agenda 21** LMCU de novembre 2009, « à l'image des 1000 hectares pour les zones d'activités économiques, affecter 1000 hectares de terrains à l'agriculture maraîchère et aux jardins »

- **au niveau international, européen**, « l'agriculture regagne du terrain dans et autour des villes » et c'est déjà une réalité en de nombreux endroits : Montréal Munich.. mais aussi Paris « jardins d'insertion à Sevran » Rennes « le grand potentiel alimentaire »...

- **l'un des projets prioritaire de l'Eurométropole 2012-2014** porte justement sur la capacité de la vallées de la Lys à valoriser une agriculture de proximité





Axe 6 – Vers un changement des comportements et des modes de vie

Nous avons choisi d'évoquer

la problématique de **l'appropriation de la notion de risques par les habitants d'un territoire.**

§ 1 - Analyse rétrospective de nos démarches pour permettre une montée en compétence de « citoyens/acteurs »

Dès la création de l'association, il était évident que pour anticiper les conséquences d'incidents, d'accidents liés aux activités industrielles à risques, il était nécessaire de disposer d'informations quant aux spécificités des installations.

En 1990 il n'était pas évident de les obtenir : alerter, prévenir, il fallait beaucoup de ténacité, d'engagement pour initier l'amorce de tout changement d'un ordre établi semblant convenir à tous finalement, au nom du maintien de l'emploi .

Le Sommet de la Terre de Rio en 1992 a été un formidable déclencheur de l'évidente nécessité de l'implication des usagers, des habitants pour toute décision majeure les concernant.

Global/local – engagement individuel/collectif : ces notions sont devenues peu à peu indissociables. 20 ans plus tard beaucoup de choses ont en effet changé.

§ 2 – Des enseignements généraux

La mise en œuvre d'une participation élargie des citoyens aux diverses étapes de la vie des territoires s'est organisée : commissions consultatives, locales d'information, agendas 21, conseils communaux de concertation...

S'appuyant sur les Directives européennes, les conventions internationales notamment la Convention d'Aarhus sur le droit à l'information; EDA s'est attachée à optimiser l'application des règlements concernant les risques technologiques en cherchant à impliquer davantage les habitants. Nous avons participé activement à l'évolution de quelques dossiers locaux :

Centrale de chauffe Résonor – Dalkia – Lille Hellemmes

Sur pression des riverains, l'entreprise Dalkia a engagé d'importants investissements pour qu'une cogénération gaz remplace l'utilisation du charbon

pour alimenter les chaudières.

Une commission inédite a été mise en place à l'initiative de l'association EDA une CISI - *commission d'information de suivi et d'innovation*. Elle se réunit encore régulièrement.

Chaleureux Paysages : autre projet initié par EDA. Après visite du site et explications aux enfants du quartier concernant l'activité de l'entreprise, s'en sont suivies : une décoration esthétique des cheminées visible dès l'entrée de Lille (bleues et oiseaux blancs) et l'installation sur les principaux bâtiments des dessins réalisés et sélectionnés par les enfants, reproduits sur bâches en format géant et la création avec les centres de loisirs d'une mare au titre de l'aménagement paysager interne.

Risques nucléaires

Dès 1990 nous avons dénoncé les conséquences en matière de « **conditions de vie durables** » pour des populations habitant des sites contaminés par des métaux lourds notamment. Ceci nous a conduits en **2005** à participer activement aux travaux confiés à l'Autorité de Sécurité Nucléaire sur le post-accidentel nucléaire mais aussi aux travaux de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) notamment l'influence sur la santé des faibles doses radioactives présentes dans l'environnement quotidien.

4 décembre 2009 : un colloque organisé à Lille

« *L'implication des acteurs à propos de la gouvernance des risques majeurs – nucléaires notamment* » : il s'agissait de parler risques nucléaires, sujet rarement abordé en France et d'évoquer les difficultés qu'auraient à surmonter en cas d'accident à la Centrale de Gravelines, élus, personnels de santé, d'éducation mais aussi tout un chacun sans formation aucune sur un tel sujet.

Risques industriels

2010 : un parcours difficile pour l'association EDA au niveau local pour susciter auprès des élus l'intérêt d'une démarche d'anticipation d'un accident nucléaire lié au transport de sources radioactives sur les boulevards urbains.

Par contre, au niveau national nous avons continué à participer activement aux travaux menés par l'Autorité du Sûreté Nucléaire basés sur les retours d'expérience de l'accident de Tchernobyl et plus récemment Fukushima.

§ 3 – ambitions : répondre aux nouveaux enjeux d'une éco citoyenneté résolument tournée vers le développement durable :

- **débattre des alternatives de production d'énergie pour sortir du nucléaire**

- s'atteler résolument à **la gestion des tonnes de déchets** que cette industrie génère et préparer le futur débat national (2013) à partir des données de l'inventaire ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs)

Quelques thèmes particulièrement épineux et complexes :

- réversibilité/irréversibilité/entreposage – le problème du combustible Mox qui doit refroidir pendant 100 ans avant d'être stocké

- surveillance des centres de stockage de très long terme (milliers d'années)

- remise en état des sites pollués par la radioactivité, démanteler les centrales...

- **proposer l'accès aux fondamentaux à une culture de la radioprotection** destinée à acquérir des connaissances à propos de la radioactivité naturelle, des conséquences de l'exposition aux radioéléments ionisants utilisés en thérapie : poser les questions sur la justification des actes, intégrer les conduites réflexes utiles au moment d'un accident nucléaire.

Les premiers jalons d'une telle information ont été posés lors de la journée du 3 octobre 2011, 7ème édition des Itinéraires du Développement Durable de la Région Nord Pas de Calais. **S'approprier une culture de radioprotection est un atout car le sujet est vaste**, c'est un domaine méconnu mais qui concerne tout un chacun.





Axe 7 – Vers une stratégie globale de développement durable dans les organisations et territoires

Nous avons soulevé la question de la **participation des citoyens** aux commissions locales d'Information, enquêtes publiques, débats publics... et celle de la pertinence actuelle de ces instances réglementaires.

§ 1 - Analyse rétrospective de nos démarches pour acquérir une capacité à exercer une approche transversale de chaque situation, exercer notre *responsabilité sociétale*

Prendre du recul, se donner le temps de comprendre les tenants et les aboutissants d'un problème à résoudre, se renseigner auprès d'acteurs divers, ceci nous a conduit à monter peu en peu en compétence pour pouvoir :

- poser les questions qui nous semblent aptes à enrichir le propos plutôt que de dénoncer, s'opposer
- être membres de CLI Commissions Locales d'Information
- participer à quelques mémorables débats publics (EPR – A24...)
- consigner nos remarques dans les cahiers d'acteurs
- déchiffrer de fastidieux dossiers d'enquêtes publiques

§ 2 – Des enseignements généraux

L'enquête publique est un exercice citoyen particulièrement difficile, exigeant car nécessitant des connaissances, pour valoriser les intentions positives mais surtout repérer les lacunes diluées au sein de volumineux dossiers consultables à certaines heures seulement. L'exercice est d'autant plus pénalisant que les conclusions du rapport du commissaire enquêteur ne sont fournies que sur demande expresse.

Le débat public est ouvert à tous les avis. Les échanges sont très riches et intéressants car la transparence est de mise lorsque les questions sont constructives et appropriées mais la décision est généralement déjà prise. Cela génère beaucoup de déceptions, casse la confiance des participants et déstabilise un procédé qui se veut démocratique mais ne reste que consultatif.

Les commissions Locales d'Information permettent d'obtenir des informations assez

précises sur la manière dont l'activité industrielle concernée se déroule. Elles ont un fonctionnement réglementé quant à leur composition ce qui limite sans doute « trop » la participation citoyenne. Dans le domaine nucléaire, les échanges avec les industriels ont beaucoup évolué : la transparence est de mise et les dossiers d'inspection, de recommandations sont en ligne pour consultation publique. Les représentants des CLI sont présents lors des inspections décennales dans la plupart des sites.

§ 3 – Ambitions/souhaits

- * militer pour une réforme de la façon dont se déroulent les enquêtes publiques
- * favoriser la cohérence entre les différents schémas, plans d'aménagement du territoire en cours d'écriture au niveau régional mais aussi avec les dispositifs nationaux, frontaliers, européens et internationaux
- * s'appuyer sur la Convention d'Aarhus qui reconnaît le droit à tout citoyen de participer à la préparation de décisions majeures le concernant
- * mettre en œuvre de nouveaux rapports de force non pas dans un climat de contestation permanente mais au contraire dans un esprit de complémentarité
- * devenir des partenaires à part entière vis-à-vis de ceux qui ont légitimité à décider
- * réussir à améliorer la gestion du facteur temps, celui nécessaire pour s'imprégner du propos trouver la communication la mieux adaptée, la plus crédible
- * valoriser la parole de ceux qui ont des avis très précieux car « de bon sens » mais n'osent pas s'exprimer en public

ACTUALITE EDA

Il s'agit de concrétiser les ambitions exprimées pour chacune des trajectoires auxquelles nous avons choisi de répondre.

1 - En ce qui concerne *le collectif Eau équitable*, les actions s'orientent vers un déploiement des ateliers, témoignages, élargissement des propositions en fonction des besoins spécifiques. **En octobre**, Lille Métropole nous a demandé d'animer une des tables rondes du prochain grand débat sur l'eau notamment sur l'accès à l'eau pour tous et la tarification. S'en suivra la décision politique de la gestion à venir de l'eau après la fin de la délégation dédiée aux Eaux du Nord filiale de la Lyonnaise des Eaux. Nous militerons pour un retour en régie directe ce qui se pratique actuellement dans de nombreuses collectivités et villes en France.

2 - Les orientations en matière de *production d'énergie* seront au cœur des débats de l'automne et nous entendons **rédiger un cahier d'acteur régional** pour anticiper les futurs débats concernant la gestion de très long terme des déchets radioactifs pour lesquels, à ce jour, aucune décision n'a encore été prise et par ce biais, aborder la question des choix que le gouvernement sera amené à prendre. Cela rejoint notre volonté d'impliquer davantage les habitants en les informant en les mobilisant pour donner leur avis sur des décisions cruciales qui concernent le long terme.

3 – Nous prévoyons une *journée rencontre* à propos des « *fondamentaux de la culture de la radioprotection* » pour évoquer l'importance des faibles doses radioactives de plus en plus présentes dans les milieux naturels (rejets dans les eaux), celles reçues lors d'examens médicaux et quelques connaissances de base liées aux risques post-accidentels nucléaires.



Photo N. Pailleux

mise en page: N. Pailleux

BONNES VACANCES

AGENDA